

La voix de l'opposition de gauche

A propos du développement économique et la forme juridique des Etats en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient

26 avril 2011

Il existe une contradiction entre le niveau du développement économique et la forme juridique de l'Etat dans la plupart des pays en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient. Pour aborder cette question laissons de côté la période de la colonisation, et partons de la situation qui prévaut depuis et qui a guère évolué.

Quand on évoque le développement économique de ces pays, on ne parle pas de la répartition des richesses ou du niveau de vie de la population, ni de leurs infrastructures, on prend en compte l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur main d'oeuvre qui se traduit par la production de richesses considérables.

Un pays peut produire d'énormes richesses et la majorité de sa population peut continuer de vivre dans la pauvreté ou être exclue du progrès social. L'exploitation des ressources naturelles d'un pays peut dégager des centaines de milliards de dollars de profits en quelques années ou décennies, tandis que le niveau de vie de la population évoluera très lentement, stagnera ou demeurera misérable.

En Europe au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, le développement des forces productives qui a correspondu avec l'essor de l'industrie s'est traduit par le développement de la lutte de classe du prolétariat pour obtenir une amélioration de ses conditions de travail et d'existence ce qui s'est traduit pas les premiers regroupements ouvriers, puis la création des premiers syndicats, suivis ou précédés selon les pays par la formation de partis politiques. Fort de cette expérience et arrivé à maturité, le mouvement ouvrier déjà engagé dans le combat pour obtenir des droits politiques poussera l'audace jusqu'à remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie, maladroitement ou à tâtons au départ, et c'est uniquement grâce à sa meilleure connaissance du fonctionnement du capitalisme et de la société qu'il parviendra à élaborer une théorie déterminant l'objectif final de son combat politique : abolir le système économique basé sur la propriété privée des moyens de production et s'emparer du pouvoir politique dans un premier temps, dans la perspective d'une société et d'un monde sans classes et sans Etats, débarrassés de l'exploitation de l'homme par l'homme...

C'est uniquement par le biais de sa lutte de classe que le prolétariat a acquis la plupart de ses droits sociaux et la totalité de ses droits politiques.

Rien de tout cela en Syrie, en Libye ou au Yémen notamment.

Dans ces trois pays, la classe au pouvoir s'est enrichie considérablement au cours des dernières décennies mais en étouffant la lutte des classes, en interdisant syndicats et partis ouvriers, en instaurant des dictatures. La forme de l'Etat n'a pas suivi le développement économique de ces pays parce que la lutte des classes a été décrétée hors la loi, ce qui explique aussi la survie de rapports féodaux dans ces pays, de tribus comme se plaisent à le rappeler les médias. Contrairement à des Républiques démocratique bourgeoise où le jeu de la lutte des classes peut s'exercer plus ou moins librement. Avec plus de deux siècles ou un siècle et demi de retard sur la France ou l'Allemagne, le mot d'ordre de République est à l'ordre du jour.

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre n'étant pas organisées sur le plan politique, leur niveau de conscience politique n'étant pas suffisamment développé pour prétendre conquérir le pouvoir, on peut concevoir ce mot d'ordre transitoire sachant que le pouvoir leur échappera et que seule les couches les plus progressistes de la bourgeoisie de ces pays-là peuvent substituer la République (démocratique bourgeoise) aux régimes dictatoriaux actuels qui s'appuient sur les clivages entre tribus ou des rapports féodaux entre les classes pour demeurer en place, ainsi que le soutien de différents Etats impérialistes.

Pour qu'une République voie le jour dans ces pays, il faut que la crise de ces régimes et leurs contradictions internes soient poussées à l'extrême, qu'une fracture ait lieu au sein de la classe dominante et qu'une fraction de celle-ci prenne conscience que seul l'exercice de la démocratie au sein d'une République peut encore la sauver du désastre auquel conduit la dictature, car le peuple et principalement le prolétariat qui a parfaitement conscience des richesses produites dans leur pays ne peut plus accepter d'être traité en esclave servile et exclu du progrès social ou du marché pour les plus pauvres et ils sont nombreux.

Il ne faut pas se leurrer, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre de ces pays sont incapables de prendre le pouvoir, elles n'en ont pas les moyens politiques pour le moment, elles peuvent tout au plus renverser les dictateurs en place et pousser le plus loin possible leur révolution pour obtenir un changement de régime, donc liquider la dictature qui reposait largement sur des rapports féodaux pour la remplacer par une République qui leur garantirait le droit de s'exprimer et de s'organiser pour continuer le combat contre la classe dominante et l'impérialisme, pour le socialisme ajouterons-nous en guise de perspective politique, bien que l'on sache pertinemment encore une fois qu'elles sont à mille lieues d'y penser ou de pouvoir s'en saisir.

Je n'ai pas étudié en profondeur l'histoire de ces pays, je propose là une orientation politique qui comporte deux axes, le premier consistant à combattre pour l'établissement d'une République, le second mené conjointement au premier consistant à combattre contre l'impérialisme qui jusqu'à présent a tiré avantage des rapports quasi féodaux qui prévalaient dans ces pays.

Reste à voir dans quelle mesure cette orientation politique serait valable pour d'autres pays présentant les mêmes caractéristiques. La République présente l'avantage d'être basée sur des rapports de classes et non plus sur des rapports de clans ou de tribus, dont la plus puissante impose sa dictature aux autres. Dans un Etat s'appuyant sur un clan ou une tribu au détriment des autres, ce sont toutes les classes des autres tribus ou clans qui sont mises à l'index, du coup les classes dominantes de chaque tribu peuvent revendiquer le pouvoir et l'une d'entre elles peut se lancer dans le combat pour le conquérir dès lors qu'elle s'estime suffisamment puissante pour espérer y parvenir. Ce genre d'Etat est une source de frustrations et de tensions permanente au sein de ces pays, du coup la classe de la tribu ou du clan ou coalition de tribus ou de clans qui détient le pouvoir doit recourir à la dictature pour assurer la stabilité économique et politique du pays, au-delà pour consolider et conserver le pouvoir.

Tous les Etats autocratiques présentent à peu près les mêmes caractéristiques.

Ben Ali et Trabelsi gouvernaient la Tunisie en despote, mais sans s'appuyer sur une tribu ou un clan particulier, certes ces deux familles constituaient un clan à elles toutes seules, ces membres concentraient le pouvoir et une grande partie des richesses du pays, mais leur nombre était relativement restreint si on les compare avec les 60 000 membres des tribus du centre de la Libye que Kadhafi voulait envoyer à Misrata pour déloger les insurgés. De plus en Tunisie il existait l'UGTT et une République confisquée au profit de ces deux familles, et la bourgeoisie tunisienne dans sa majorité n'était pas organisée en fonction de l'appartenance à un clan ou une tribu mais en fonction d'intérêts de classe.

Donc en Tunisie, le combat sera davantage axé sur le respect (la consolidation) des principes de la République afin de permettre à la classe ouvrière de mener son combat politique sans être inquiétée et prendre le risque d'être emprisonnée ou mitraillée, donc de s'organiser librement en partis. Et si le combat pour une assemblée constituante souveraine s'inscrit dans cette perspective, il ne faut pas imaginer un instant que cet objectif pourrait coïncider avec la prise du pouvoir par le prolétariat ou qu'il coïnciderait avec un changement de régime, elle ne peut être qu'une étape vers cet objectif, qui ne pourra être atteint une fois seulement que la classe ouvrière aura construit son parti révolutionnaire... Nous sommes en présence d'un processus révolutionnaire démocratique bourgeois que nous soutenons, et qui ne peut pas se transformer par miracle du jour au lendemain en révolution socialiste.

Pour terminer sur la Libye.

Le risque est qu'effectivement une partition du pays pourrait conduire à perpétuer le régime féodal et dictatorial actuel à Tripoli et à instaurer un régime semblable à Benghazi, l'objectif de Sarkozy, Cameron et Obama. Ce n'est pas certain, mais il existe un risque. Cependant on voit mal comment les milliers de combattants soutenus par une large masse de la population, qui se sont engagés dans cette révolution au

péril de leur vie pour conquérir la liberté, pourraient admettre qu'on leur confisque une fois acquise et les combats terminés après avoir consenti tant de sacrifices.

Kadhafi a appelé les tribus du centre du pays à se soulever et à engager le combat contre les insurgés à Misrata, apparemment sans succès, l'information reste à vérifier, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie le journaliste a dit que la majorité de ces tribus s'étaient rangés au côté de la révolution, pendant que le soulèvement révolutionnaire progressait cette fois dans l'ouest du pays à proximité de Tripoli, ce qui laisse à penser que la perspective d'une partition s'éloignerait ou serait écartée, tout du moins à l'heure actuelle au regard des éléments en notre possession.

Maintenant je ne sais pas qui a ressorti le drapeau de la monarchie libyenne, qui dit monarchie dit rapports féodaux, tribus, pas forcément d'ailleurs, il existe aussi des monarchies constitutionnelles. Que les jeunes révolutionnaires lui donnent un autre contenu, c'est possible et même probable, ils n'étaient pas nés quand la monarchie a été renversée par le coup d'Etat de Kadhafi en 1969. Qu'ils se raccrochent à ce symbole parce qu'ils n'en ont pas d'autres à leur disposition, c'est probable également et là n'est pas l'essentiel. Si comme on peut le penser ce sont les notables de Benghazi qui ont ressorti ce drapeau, soyons sérieux, il n'allait pas adopter le drapeau rouge, synonyme de leur propre chute !

Au passage, il ne vous aura pas échappé que c'est dans des pays archaïques ou arriérés à régimes féodaux (Afghanistan) ou semi-féodaux (Inde, Pakistan) que l'islamisme radical et plus généralement le terrorisme se sont développés, ou encore que la religion est mise en avant par les différentes couches de la bourgeoisie pour conquérir ou conserver le pouvoir en divisant, affaiblissant et manipulant la classe ouvrière et la paysannerie, quand la situation ne dégénère pas en génocides ou massacres, ce qui a été le cas ces derniers jours au Nigéria par exemple.

Compte tenu que la poursuite des combats dans tout le pays contre le dictateur écarte pour le moment la perspective d'une partition de la Libye, compte tenu également qu'on ne peut pas soutenir cette révolution dans la perspective de l'instauration d'un régime féodal à Benghazi, compte tenu que Kadhafi a institué en 1969 un régime dictatorial en s'appuyant justement sur la division du pays en tribus, en perpétuant cette division basée sur des rapports féodaux, l'instauration d'une République démocratique semble correspondre à l'objectif autour duquel l'ensemble des classes (incluant les couches progressistes de la bourgeoisie libyenne) pourraient se rassembler et combattre pour abattre la dictature, l'objectif à cette étape pour la classe ouvrière et la paysannerie pauvre consistant à obtenir les droits politiques lui permettant de s'organiser en syndicats et en partis politique indépendant de l'Etat.

Inutile de préciser que cet objectif s'inscrit en contradiction avec l'intention des différents impérialistes de faire main basse sur la Libye ou d'installer un régime taillé sur mesure pour représenter leurs intérêts, et donc qui permet également de les combattre.

Une autre fois on abordera plus précisément les questions syrienne et yéménite.